

Maputo ou nouvelle version du Carlton ?

Tribune – Edito – Patrick A. – 19/01/10

La situation malgache apparaît aujourd'hui complètement bloquée. Pourtant, l'optimisme semblait être de mise à la signature des accords de Maputo I, le 9 août 2009, qui semblait officialiser le schéma habituellement promu par la communauté internationale en de telles circonstances : tolérance de l'arrivée des putschistes au pouvoir, contre un large partage de ce pouvoir avec l'opposition en attendant des élections supervisées par la communauté internationale.

Ce schéma semble avoir aujourd'hui capoté, du fait essentiellement des intérêts opposés mais objectivement convergents de deux groupes : d'une part, certains tenants du pouvoir HAT qui avaient l'impression d'être les dindons de la farce en devant céder leurs fauteuils « chèrement acquis » et qui ont persisté à mettre en avant une solution unilatérale ; d'autre part, certains partisans de l'ancien pouvoir qui n'étaient nullement prêts à « avaler des couleuvres » pour tolérer la présence même diminuée d'Andry Rajoelina à la tête de l'État, et qui, en exigeant la redéfinition en profondeur du fonctionnement de la présidence de la Transition, ont contribué à crispier les positions respectives. Les ingrédients étant réunis, il ne manquait plus que l'étincelle ou le prétexte de la lettre sur la représentation malgache au sommet de Copenhague pour mettre le feu aux poudres.

Clarifier les positions des uns et des autres

Tout est-il donc consumé ? On souhaite en tout cas bien du plaisir à Jean Ping qui arrivera ce jeudi 21 janvier à Antananarivo pour tenter de recoller les morceaux avec des propositions issues de la communauté internationale. Le Président de la Commission de l'Union Africaine devra cependant garder à l'esprit qu'aucune proposition trop sophistiquée ne pourra entraîner la conviction profonde de tous les protagonistes, car les ressentiments sont profondément incrustés.

En effet, un point particulier de la psychologie de cette crise est que l'on ne peut s'empêcher d'écrire et de penser « les partisans de X ou de Y », alors que l'on a en fait des groupes qui devraient être définis bien plus exactement comme « les opposants à Z ». On voit donc essentiellement d'un côté la fureur des anti-Rajoelina, de l'autre l'excitation des anti-Ravalomanana. Ces deux groupes ont fait leur fameuse phrase : « *Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous* ». Au milieu, il existe pourtant un marigot d'anti-tout, qui n'en sont pas plus avancés pour autant et courent autant de risques que les autres pour leur santé mentale.

La communauté internationale elle-même est-elle pleinement consciente des positions en son sein ? La France n'est-elle pas plus anti-Ravalomanana que pro-Rajoelina ? Et depuis le 17 mars 2009, les USA ne sont-ils pas plus anti-Rajoelina que pro-Ravalomanana ?

En définissant clairement de cette manière les positions des uns et des autres, on arrive à la conclusion logique qu'aucune solution à long terme ne sera possible avec les protagonistes actuels.

Et c'est pour cette raison que l'idée de passer d'abord par des élections législatives pour sortir de cette bipolarisation stupide et voir peut-être des idées plus positives s'incarner en hommes ne paraît pas insensée à l'auteur des présentes lignes. Je vous renvoie si nécessaire à l'éditorial du 5 janvier et ceux auxquels il se référerait, mais l'heure semble aujourd'hui venue de préciser : **des élections législatives pourquoi pas, mais des élections le 20 mars, certainement pas**. Et ce pour des raisons tant purement techniques que politiques.

Recul et apaisement nécessaire

En ce qui concerne les aspects purement techniques, de l'avis quasi-unanime des organisations qui ont une expérience vécue des scrutins à Madagascar, la date du 20 mars est bien trop rapprochée pour organiser un scrutin auquel la majorité puisse croire. Le principal problème est lié aux listes électorales. Les fluctuations du nombre d'électeurs ces dernières années, notamment la baisse de leur nombre en 2006, n'ont jamais été clairement élucidées. Avec l'arrivée de nouvelles générations d'électeurs, il n'est pas exclu de voir apparaître trois millions de nouveaux citoyens dans les listes. Le risque de polémique est donc réel, et c'est pourquoi une refonte complète plutôt qu'une simple révision de la liste électorale apparaît aujourd'hui

nécessaire. Pour réduire les doutes récurrents des citoyens, il semble nécessaire également que les listes électorales soient publiées au moins un mois avant la tenue de tout scrutin, au niveau des *fokontany* si ce n'est au niveau national.

Des organismes comme le CNOE et le SEFAFI ont déjà rappelé l'ensemble de leurs positions sur les conditions de tenue d'un scrutin, mais il est clair que c'est cette question de la liste électorale qui constitue l'hypothèque la plus lourde sur le scrutin du 20 mars. Du moins sur le plan technique.

Car les hypothèques politiques n'en sont pas moins lourdes et déterminantes. Et c'est incontestablement dans ce domaine que Jean Ping aura à peser le plus sur le pouvoir HAT. Une élection crédible et inclusive ne pourra exister dans le climat actuel, si l'exil et les menaces qui pèsent sur des candidats potentiels et sur la presse ne sont pas levés, et si l'ouverture des médias publics n'arrête pas d'être purement incantatoire. Ces conditions ne pourront être réunies sans un remaniement du gouvernement qui rencontre un accord, au moins tacite, des opposants.

En déplaçant ses manifestations à Anosy, la mouvance Madagasikara entendait probablement être plutôt vue de l'hôtel Carlton que des ministères ou du palais de verre du Sénat. Avec deux jours d'avance, bienvenue à Madagascar, M. Ping, mais soyez assurés que vous n'aurez sans doute pas la tâche facile.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Maputo-ou-nouvelle-version-du,13397.html>